

Unité interdépartementale des deux Savoie  
3, rue Paul Guiton  
74000 Annecy

A Annecy, le 19/12/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 17/11/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **GRAPHOCOLOR APTAR**

19 AVENUE DES VIEUX MOULINS  
74000 Annecy

Références : [geo date](#)  
Code AIOT : 0006104534

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/11/2025 dans l'établissement GRAPHOCOLOR APTAR implanté 19 AVENUE DES VIEUX MOULINS 74000 Annecy. L'inspection a été annoncée le 15/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'inspection.

Elle a pour objectif de faire le point sur:

- l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 4 septembre 2024 pris suite aux déversements accidentels d'eaux industrielles dans le réseau d'eaux pluviales intervenus en mars et avril 2024, objet d'un second rapport;
- les suites données au rapport de l'inspection du 18 juin 2024, objet du second rapport;
- l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 7/04/2010 relatif au respect des valeurs limites de rejets en azote global dans les eaux industrielles, objet du présent rapport;
- la plainte rejets atmosphériques du 21/02/2025, objet du présent rapport.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- GRAPHOCOLOR APTAR
- 19 AVENUE DES VIEUX MOULINS 74000 Annecy
- Code AIOT : 0006104534
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société APTAR (ex GRAPHOCOLOR) a été créée en janvier 1951, elle emploie entre 200 et 250 salariés. La superficie du site est de 19 000 m<sup>2</sup>. APTAR a pour activité l'anodisation et la coloration de toutes petites pièces et de petits bouchons en aluminium pour la parfumerie et la pharmacie. Les bouchons sont fabriqués par emboutissage à partir de tôle d'aluminium. L'anodisation et la coloration sont réalisées dans des bains de traitement de surface répartis dans deux ateliers dénommés U1U2 et U7U8 (ancien atelier U3).

Le site est autorisé par arrêté préfectoral du 29 octobre 2007. Les dispositions relatives à la prévention de la pollution atmosphérique ont été modifiées par arrêté préfectoral complémentaire du 15 mai 2015.

**Contexte de l'inspection :**

- Plainte
- Suite à mise en demeure
- Suite à sanction

**Thèmes de l'inspection :**

- Air
- Eau de surface

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;

- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Respect des valeurs limites de rejet en azote global	Arrêté Préfectoral du 07/04/2010, article 1	Levée de mise en demeure, Levée de consignation,, Prescriptions complémentaires	-
2	Respect des valeurs limites de rejet en Nitrites	Arrêté Préfectoral du 29/10/2007, article 2.4.4.2	Demande d'action corrective	6 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Contrôle inopiné du 2/09/25	Arrêté Préfectoral du 29/10/2007, article 2.4.4.2	Sans objet
4	Plainte rejets atmosphériques du 21/02/2025	Arrêté Préfectoral du 29/10/2007, article 3.3	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Cette visite a permis de faire le point sur l'arrêté préfectoral (AP) de mise en demeure du 7 avril 2010 relatif au respect des valeurs limites en azote global (concentration et flux) dans les rejets d'eaux industrielles, fixées par l'AP du 29 octobre 2007.

Lors de cette visite, il a été constaté le respect du flux maximum autorisé en azote global de 36kg/j dans les rejets d'eaux industrielles depuis le 22 mai 2025.

En revanche, l'exploitant ne respecte pas la concentration en azote global fixée par l'AP de 2007 de 50 mg/l.

Concernant la concentration en azote global, il est à noter que l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 relatif aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique n° 3260 (traitement de surface), impose une valeur limite en concentration à 50 mg/l si le flux est supérieur à 50 kg/j.

Or depuis le 22 mai, le site respecte le flux maximum autorisé par son AP de 2007 de 36 kg/j. Avec ce niveau de flux, l'AM de 2006 n'impose pas de valeur limite en concentration.

Il est donc proposé de supprimer la valeur limite en concentration et de renvoyer la fixation d'une nouvelle valeur limite à l'étude de la compatibilité des rejets avec le milieu récepteur, conformément aux dispositions de l'article 22 du 2 février 1998 modifié en matière de comptabilité avec le milieu récepteur (article 22-2-I).

Sur cette question de la compatibilité avec le milieu, il est à noter que celle-ci sera transmise avant le 5 juin 2026, dans le cadre du dépôt de dossier de régularisation prévu par arrêté préfectoral de mise en demeure du 5 juin 2025. Dans son dossier, l'exploitant doit proposer des valeurs limites d'émission qui soient compatibles avec le milieu et un calendrier des travaux nécessaires pour respecter les nouvelles valeurs limites d'émission.

Dans ce contexte, l'inspection propose au Préfet de modifier l'AP de 2007 par arrêté préfectoral complémentaire (APC) pour supprimer la valeur limite en concentration en azote global jusqu'à l'instruction du dossier de régularisation et l'établissement de l'APC correspondant définissant les valeurs limites à respecter compatibles avec le milieu récepteur. Un projet d'APC est joint en annexe du rapport.

**Les dispositions de l'arrêté préfectoral du 7/04/2010 mettant en demeure l'exploitant de respecter la limite en concentration et en flux en azote global de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 29 octobre 2007 sont donc désormais respectées.**

Cet arrêté de mise en demeure (APMD) avait donné lieu à un arrêté du 15 février 2021, portant consignation de la somme de 757 000 € à recouvrer selon l'échéancier défini dans l'arrêté sus-visé. Finalement, seuls 202 000 €, correspondant aux deux dernières lignes de l'échéancier de l'AP de consignation ont été consignés.

**L'APMD étant respecté, l'inspection propose au Préfet la déconsignation de la somme consignée. Un projet d'arrêté préfectoral de déconsignation est joint en annexe.**

Enfin, cette visite a mis en évidence d'autres non-conformités ou observations pour lesquels il est attendu de la part de l'exploitant qu'il mette en œuvre des actions correctives et qu'il transmette ou qu'il tienne à disposition de l'inspection certains documents justificatifs (voir détails dans les fiches de constats ci-dessous).

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Respect des valeurs limites de rejet en azote global

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/04/2010, article 1		
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets eaux industrielles		
<b>Prescription contrôlée :</b>		
<b>Article 1 de l'APMD du 7/04/2010:</b> La société GRAPHOCOLOR dont le siège social est situé 19, avenue des vieux moulins à ANNECY est mise en demeure sous un délai d'un an, à compter de la notification du présent arrêté, de respecter la limite de concentration et de flux en azote global dans les rejets industriels de son établissement situé à la même adresse, prescrits par l'article 2.4.4.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2007-3205 du 29 octobre 2007.		
<b>Article 2.4.4.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2007-3205 du 29 octobre 2007</b>		
<b>2.4.4 - Eaux industrielles</b>		
<b>2.4.4.1</b> - Les effluents d'origine industrielle seront rejetés dans le ruisseau de l'Isernon après traitement dans la station de l'établissement.		
<b>2.4.4.2</b> - Ces effluents devront respecter les normes suivantes en sortie de la station de traitement de l'établissement, avant rejet au milieu naturel et sans dilution : <ul style="list-style-type: none"><li>• pH compris entre 6,5 et 9</li><li>• température inférieure à 30°C.</li><li>• le volume de rejet sera inférieur à 720 m<sup>3</sup> sur une période de 24 heures,</li></ul>		
Paramètres	Concentrations à ne pas dépasser sur un échantillon moyen journalier en mg/l	Flux à ne pas dépasser sur une période de 24 heures en kg.
DCO	150	108
MEST	30	21,6
Hydrocarbures	5	3,6
Fluor	15	10,8
Phosphore	7	5,1
Azote global	50	36
Nitrites	1	0,5
Aluminium	3	2,16
Fer	5	3,6
Chrome VI	0,1	0,072

Chrome III	2	1,44
Cuivre	0,5	0,36
Nickel	2	1,44
Zinc	3	2,16

Jusqu'au 30 septembre 2007, la limite de concentration en nickel sera de 4 mg/l et la limite de flux de 2 kg/jour.

Concernant la DCO, sur la base de justifications liées au traitement du nickel, les limites de concentration et de flux pourront être augmentées jusqu'à, respectivement, 300 mg/l et 216 kg par jour.

Dans le cas d'un prélèvement instantané, aucun résultat de mesures en concentration ne peut excéder le double des valeurs limites prescrites ci-dessus.

Jusqu'au 30 septembre 2007, la limite de concentration en nickel sera de 4 mg/l et la limite de flux de 2 kg/jour.

#### **Constats :**

Suite à la panne de l'unité de distillation le 11 mai 2025 et au risque de suspension du site, depuis le 22 mai 2025, les résultats d'autosurveillance de l'exploitant transmis toutes les semaines à l'inspection montrent un flux en azote global quotidien toujours inférieur à 36 kg/j. L'exploitant respecte donc le flux journalier maximum autorisé par l'AP du 29 octobre 2007.

L'exploitant a présenté les mesures prises pour arriver à ces résultats:

- suivi en ligne des rejets azotés avec la mise en place de doubles sondes pour le suivi en ligne de l'ammonium et du nitrate (+ redondance);
- mise en place d'alarmes et d'un système de sécurité permettant d'arrêter automatiquement le rejet dans l'Isernon dès le seuil de 30 kg d'azote global atteint.
- stockage des effluents en cas de détection d'un niveau d'azote trop élevé grâce à la fosse 2 qui collecte les effluents les plus concentrés en azote, et à la cuve de 31 m3, dont l'installation sera finalisée fin 2025;
- procédures en cas de dépassement de valeurs d'alerte;
- doublement des équipes de la station de traitement (SIPHOS);
- évacuation par camion pour élimination des effluents concentrés en azote;
- ...

L'exploitant a réparé la colonne de distillation et l'a remis en marche pour la tester. Elle n'est pas utilisée actuellement pour des raisons économiques (coût de fonctionnement, étant donné le prix du gaz).

L'exploitant continue à travailler sur les projets qui étaient en cours pour réduire ses rejets en azote global pour ne plus avoir recours à l'évacuation par camion:

- neutralisation par l'oxyde de magnésium : industrialisation du process ;
- collecte des purges de dégraissage ;
- capacité de stockage supplémentaire ;

- évaluation du process nitrate de sodium pour voir la pertinence de doubler l'installation.

Par ailleurs, les résultats du contrôle inopiné du 2/09/2025 montrent que la concentration et le flux en azote global sont conformes à l'AP de 2007: 46 mg/l et 18 kg/j.

En revanche, les résultats d'autosurveillance quotidien du mois d'octobre 2025, présents sur GIDAF, montrent que la concentration en azote global quotidienne ne respectent jamais la valeur limite de 50 mg/l fixée par l'AP de 2007 : les valeurs varient entre 60 et 105 mg/l.

De plus, depuis le 22 mai, les résultats des contrôles trimestriels et mensuels par un laboratoire extérieur (contrôle du 17/10, du 16/09 et du 8/07) sont conformes pour le flux en azote global, mais non conformes pour la concentration.

Selon l'exploitant, la concentration est supérieure aux exigences car il a réduit les consommations d'eau. Désormais, le volume d'eau rejeté n'atteint jamais les 720 m<sup>3</sup> autorisés en 2007. Il varie entre 200 et 500 m<sup>3</sup>.

Concernant la concentration en azote global, il est à noter que l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 relatif aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique n° 3260 (traitement de surface), impose une valeur limite en concentration à 50 mg/l si le flux est supérieur à 50 kg/j.

Or depuis le 22 mai, le site respecte le flux maximum autorisé par son AP de 2007 de 36 kg/j. Avec ce niveau de flux, l'AM de 2006 n'impose pas de valeur limite en concentration.

Il est donc proposé de supprimer la valeur limite en concentration et de renvoyer la fixation d'une nouvelle valeur limite à l'étude de la compatibilité des rejets avec le milieu récepteur, conformément aux dispositions de l'article 22 du 2 février 1998 modifié en matière de comptabilité avec le milieu récepteur (article 22-2-I).

Sur cette question de la compatibilité avec le milieu, il est à noter que celle-ci sera transmise avant le 5 juin 2026, dans le cadre du dépôt de dossier de régularisation prévu par arrêté préfectoral de mise en demeure du 5 juin 2025. Dans son dossier, l'exploitant doit proposer des valeurs limites d'émission qui soient compatibles avec le milieu et un calendrier des travaux nécessaires pour respecter les nouvelles valeurs limites d'émission.

Dans ce contexte, l'inspection propose au Préfet de modifier l'AP de 2007 par arrêté préfectoral complémentaire (APC) pour supprimer la valeur limite en concentration en azote global jusqu'à l'instruction du dossier de régularisation et l'établissement de l'APC correspondant définissant les valeurs limites à respecter compatibles avec le milieu récepteur. Un projet d'APC est joint en annexe du rapport.

Les dispositions de l'arrêté préfectoral du 7/04/2010 mettant en demeure l'exploitant de respecter la limite en concentration et en flux en azote global de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 29 octobre 2007 sont donc désormais respectées.

Cet APMD avait donné lieu à un arrêté du 15 février 2021, portant consignation de la somme de 757 000 € à recouvrer selon l'échéancier défini dans l'AP.

Finalement, seuls 202 000 €, correspondant aux deux dernières lignes de l'échéancier établi dans l'AP de consignation, ont été consignés.

L'APMD étant respecté, l'inspection propose au Préfet la déconsignation de la somme consignée. Un projet d'arrêté préfectoral de déconsignation est joint en annexe.

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
Il n'est plus nécessaire que l'exploitant transmette de manière hebdomadaire à l'inspection le flux d'azote global rejeté. Il renseignera les résultats mensuellement dans l'application GIDAF au plus tard le dernier jour du mois qui suit le mois de la mesure.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure, Levée de consignation, Prescriptions complémentaires

**N° 2 : Respect des valeurs limites de rejet en Nitrites**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/10/2007, article 2.4.4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejet d'eaux industrielles
<b>Prescription contrôlée :</b>  <b>cf Article 2.4.4.2 de l'arrêté préfectoral du 29 octobre 2007 du constat précédent</b> Valeurs limite en concentration en Nitrites : 1 mg/l Valeurs limite en flux en Nitrites : 0,5 kg/j
<b>Constats :</b>  Les résultats des contrôles mensuels par un laboratoire extérieur montrent un dépassement systématique des valeurs limites en concentration et en flux pour les nitrites: <ul style="list-style-type: none"> <li>• 17/10/25: 2,96 mg/l et 0,98 kg/j</li> <li>• 16/09/25: 6,6 mg/l et 2,3 kg/j</li> <li>• 8/07/25: 3,55 mg/l</li> <li>• 10/06/25: 4,9 mg/l et 1,3 kg/j</li> </ul> Il en est de même des contrôles de décembre 2024, mars 2024 et du 8 avril 2025.  En revanche, les résultats du contrôle inopiné du 2/09/2025 montrent que la concentration et le flux en nitrites sont conformes. Il en est de même des résultats des contrôles inopinés 2023 et 2024.  L'exploitant n'est pas en mesure d'expliquer ces dépassements.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
L'exploitant doit mettre en place les mesures correctives nécessaires dans un délai de 6 mois pour respecter les valeurs limites en concentration et en flux en nitrites fixées par l'AP du 29 octobre 2007.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois



**N° 3 : Contrôle inopiné EAU du 2/09/25**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/10/2007, article 2.4.4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejet d'eaux industrielles
<b>Prescription contrôlée :</b> cf Article 2.4.4.2 de l'arrêté préfectoral du 29 octobre 2007 du constat 1
<b>Constats :</b> Le contrôle inopiné du 2/09/2025 donne des résultats conformes en concentration et en flux pour tous les paramètres réglementés par l'AP du 29/10/2007.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Plainte rejets atmosphériques du 21/02/2025**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/10/2007, article 3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, rejets atmosphériques
<b>Prescription contrôlée :</b>  <b>Art 2 de l'APC du 5/05/2015</b> <u>Article 2</u>  Le contenu des articles 3-2 et 3-3-1 de l'arrêté préfectoral n° 2007 - 3205 du 29 octobre 2007 est complété par les dispositions suivantes :  <u>Article 3.2 de l'arrêté préfectoral n° 2007 - 3205 du 29 octobre 2007 : Conduits d'évacuation :</u>  Les effluents gazeux seront rejetés par 9 émissaires :  1 - tour lavage U1/U2 ; 2 - tour lavage U3 ; 3 - hotte A ; 4 - hotte B ; 5 – hotte de colmatage A ; 6 – hotte de colmatage B ; 7 - tour dégraissage ; 8 - chaudière U1/U2 ; 9 - chaudière U3.  <b>Dans le délai de six mois</b> , la hauteur de la tour de lavage U3 sera portée à 25 mètres par rapport au niveau du sol, le débit d'émission des effluents atmosphériques devant être au minimum de 39 000 Nm <sup>3</sup> /h.  [..]  <u>Article 3.3.1 de l'arrêté préfectoral n° 2007 - 3205 du 29 octobre 2007 : Effluents issus des procédés de traitement de surfaces.</u>  La teneur en polluants avant rejet des gaz et vapeurs respecte avant toute dilution les limites fixées comme suit. Les concentrations en polluants sont exprimées en milligrammes par mètre cube rapporté à des conditions normalisées de température (273,15 degrés K) et de pression (101,325 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) :

Emissaires	Paramètres	Concentrations de rejets (en mg/m <sup>3</sup> )
Tour U3	Acidité totale exprimée en H <sup>+</sup>	0,5
Hotte A	Alcalins, exprimés en OH <sup>-</sup>	10
Hotte B	SO <sub>x</sub> , exprimés en SO <sub>2</sub>	100
Dégraissage		
Colmatage A	Ni	5
Colmatage B		
NO <sub>x</sub> , exprimés en NO <sub>2</sub>		
Emissaires	Concentrations des rejets (en mg/Nm <sup>3</sup> )	Flux des rejets (en g/h)
Tour de lavage U1U2	200	3600
Tour U3	200	7800
Hotte A	100	1900
Hotte B	100	2000
Dégraissage	100	900

Les valeurs limites d'émission ci-dessus sont des valeurs moyennes journalières.

Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesures en concentration ne peut excéder le double de la valeur limite.

Les mesures, prélèvements et analyses sont effectués selon les normes en vigueur ou à défaut selon les méthodes de référence reconnues.

**Art 3.3.2 de l'AP du 29/10/2007**

**3.3.2 – Effluents des installations de combustions**

Les teneurs en polluants avant rejet des gaz de combustion respectent, avant toute dilution, les limites fixées ci-après. Les concentrations en polluants sont exprimées en milligrammes par mètre cube rapporté à des conditions normalisées de température (273,15 degrés K) et de pression (101,325 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs). La teneur en oxygène est ramenée à 3 %.

Paramètres	Rejet direct (en mg/m <sup>3</sup> )
------------	--------------------------------------

SO2	35
NO2	150
Poussières	5

#### **Art 3.4.2 et 3.4.3 de l'AP du 29/10/2007**

##### **3.4.2 – Autosurveillance des rejets de traitement de surfaces**

L'exploitant réalise l'autosurveillance de ses rejets atmosphériques issus des procédés de traitement de surfaces. Elle porte en particulier sur :

- le bon fonctionnement des systèmes de captation, d'aspiration et de traitement éventuel. L'exploitant s'assure notamment de l'efficacité de la captation et de l'absence d'anomalies dans le fonctionnement des ventilateurs,
- les valeurs limites d'émissions. Une mesure des concentrations dans les effluents atmosphériques de l'ensemble des polluants visés par l'article 3.3.1 du présent arrêté et susceptibles de se trouver dans l'émissaire considéré, est réalisée au moins une fois par an, selon les normes en vigueur, au niveau de chacun des exutoires de l'établissement sur un échantillon représentatif du rejet et du fonctionnement des installations. Une estimation des émissions diffuses de ces mêmes substances est également réalisée selon la même périodicité. La première campagne d'analyses sera effectuée avant le 30 octobre 2007.

##### **3.4.3 Mesure périodique de la pollution rejetée par les chaudières de puissance unitaire supérieure à 2 MW**

L'exploitant fait effectuer au moins tous les trois ans, par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement, une mesure du débit rejeté et des teneurs en oxygène et oxydes d'azote dans les gaz rejetés à l'atmosphère selon les méthodes normalisées en vigueur. A défaut de méthode spécifique normalisée et lorsque les composés sont sous forme particulaire ou vésiculaire, les conditions d'échantillonnage isocinétique décrites par la norme NFX 44-052 doivent être respectées.

Le premier contrôle sera effectué avant le 30 octobre 2007.

Les mesures sont effectuées sur une durée minimale d'une demi-heure, dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation.

##### **Constats :**

L'inspection a été destinataire d'une plainte le 21 février 2025 relative aux nuisances et aux risques potentiels pour la santé, occasionnées par l'émission régulière de fumées par la société APTAR et par leur stagnation.

Le contrôle inopiné des rejets atmosphériques du 8/10/2024 montre des rejets conformes pour tous les paramètres. 4 émissaires ont été contrôlés lors de ce contrôle inopiné puisque les autres émissaires ne fonctionnaient pas, avec l'arrêt de l'atelier U1/U2 de mai 2024 à mars 2025.

Les résultats du contrôle annuel 2025 ne sont pas encore disponibles puisque le contrôle doit avoir lieu fin novembre 2025.

Selon l'exploitant, les émissaires qui produisent le plus de fumées sont la tour U7/U8, les 3 tours aéroréfrigérantes (2 à la station et une à la distillation) et dans une moindre mesure les 2 chaudières puisque le point de rejet n'est pas très élevé.

La stagnation des fumées évoquée par le plaignant est liée aux conditions climatiques et plus précisément au phénomène d'inversion de température qui se produit surtout en hiver en période anticyclonique et qui stoppe la dispersion naturelle ascendante des fumées dans l'air.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmettra à l'inspection les résultats du contrôle annuel 2025 des rejets atmosphériques, dès qu'ils seront en sa possession.

**Type de suites proposées :** Sans suite